

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Band:** 86 (1941)  
**Heft:** 5

**Artikel:** Réflexions sur la campagne de France  
**Autor:** Bauer, E.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-342044>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 19.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# REVUE MILITAIRE SUISSE

---

<b>Pour la Suisse :</b> 1 an fr. 12.— ; 6 mois fr. 7.— 3 mois fr. 4.—	<b>ABONNEMENT</b>	<b>Pour l'Étranger :</b> 1 an fr. 15.— ; 6 mois fr. 9.— 3 mois fr. 5.—
---	-------------------	--

Prix du numéro : fr. 1.50.

**DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :**  
Avenue de la Gare 33, Lausanne      Compte de chèques post. II. 5209

**ANNONCES :** Société de l'Annuaire Vaudois S. A. — Rue Neuve, 1 — Lausanne

---

## Réflexions sur la campagne de France <sup>(1)</sup>

---

### CHAPITRE II

#### DOCTRINES ET MATÉRIELS.

Dans un précédent chapitre nous nous sommes efforcé de montrer la discordance qui, dès la fin de la guerre de 1914-1918 s'était établie entre la politique de la France et sa défense nationale. Nous avons essayé de montrer les inconvénients majeurs qui étaient résultés de cette fatale incohérence, pour l'organisation de l'armée, et qu'ils rendaient la défaite probable avant que claquât le premier coup de feu de la campagne. Somme toute, le peuple français, tel, tout au moins, qu'il s'exprimait par l'organe de ses électeurs, de ses parlementaires et de ses ministres, c'est-à-dire ce que M. Charles Maurras appelait le « pays légal », n'a jamais voulu consentir

<sup>1</sup> Lire dans notre livraison de mars 1941 la 1<sup>re</sup> partie de cette étude. (*Réd.*)

aux efforts ni aux sacrifices nécessaires pour fournir à la nation ces armements terrestres et aériens qui lui eussent assuré une véritable sécurité, fondée sur quelque chose de plus solide que la « sécurité » des pactes, des traités et des garanties.

Quant aux problèmes militaires, la démocratie française de la période qui sépare les deux armistices de Compiègne, paraît avoir éprouvé le même égoïsme, le même aveuglement et le même défaut d'imagination qui caractérisa la haute bourgeoisie du Second Empire, entre Sadowa et Sedan ; de même que celle-ci, en dépit des avertissements prophétiques du maréchal Niel, avait répugné, jusqu'à la fatale échéance du 15 juillet 1870, aux rigueurs nécessaires de la nation armée ; de même celle-là ne voulut jamais comprendre que la nouvelle guerre qui s'annonçait depuis le 7 mars 1936 serait la guerre de l'« industrie armée », si l'on nous permet cette expression, et qu'elle comportait, sans attendre une seule minute, la mise à la disposition de la nation armée de toutes les ressources industrielles du pays. Dans son ensemble, l'industrie française ne s'exprimait pas plus dans l'armée de la III<sup>e</sup> République, que ne le faisait le peuple français dans l'armée impériale de 1870.

Et l'on est en droit d'affirmer que sur ce point, tout au moins, le haut commandement ne raisonnait pas autrement, ou peu s'en faut, que le gouvernement, le parlement et la grande masse des électeurs. En veut-on une preuve palpable ? La voici : à la veille du conflit, la France, par rapport à l'Allemagne, et quelle que fût la disproportion de la population entre les deux Etats, disposait encore d'une importante supériorité numérique en matière de véhicules à moteurs de tous genres ; soit 1 700 000 automobiles contre 1 325 000 et 492 000 camions contre 382 000 outre-Rhin. Il suit naturellement de ces chiffres que la France pouvait également compter sur des effectifs de chauffeurs et de motocyclistes passablement plus élevés que sa rivale éventuelle, en dépit de l'énorme

développement donné au moteur en Allemagne, dès l'avènement du nouveau régime. Il est curieux de constater que cette précieuse supériorité n'a pas été exploitée, comme il eût semblé naturel de le faire, et que la *Wehrmacht* a poussé la motorisation infiniment plus loin que ne le fit l'armée de la III<sup>e</sup> République. Et pourtant, maîtresse de la mer, grâce à l'alliance de l'Angleterre, la France ne rencontrait pas dans cette voie l'énorme difficulté du ravitaillement en carburant que le haut-commandement de Berlin n'a pas hésité d'aborder et qu'il a résolu avec succès. Dans chaque régiment français devaient se trouver, piétinant le pavé du Nord, des dizaines de fantassins, pourvus d'un permis de conduire ; ils eussent été certainement plus utiles à leur pays au guidon d'une moto, au volant d'une auto ou aux gouvernes d'un char d'assaut que, encolonnés par trois, sac au dos et l'arme à la bretelle... Et, cruel retour des choses, au moment de la retraite, comme le fait justement remarquer M. Bertrand de Jouvenel auquel nous avons emprunté les chiffres ci-dessus <sup>1</sup>, ces colonnes de fantassins, faisant péniblement leurs petits quatre kilomètres à l'heure en direction du Sud, ont été continuellement gênées dans leurs mouvements par la fuite de milliers et de milliers d'automobiles civiles.

\* \* \*

Avant de se traduire sur le champ de bataille par des actions de force, la guerre est, tout d'abord et dès le temps de paix, une opération de l'esprit. Ici encore : *mens agit molem* ; c'est l'esprit qui imprime le mouvement à la matière. De l'expérience du passé, analysée par la critique historique, la réflexion déduit un faisceau de principes ; l'imagination se fait une représentation réaliste de ce que sera la bataille de l'avenir, et de la combinaison de ces déductions et de ces intuitions naît une doctrine de guerre. En rapport avec celle-

<sup>1</sup> BERTRAND DE JOUVENEL : *Après la défaite*, pp. 216-217. — Plon, Paris, 1940.

ci, dont seront pénétrés les cadres par le double moyen de l'enseignement et des exercices, le haut commandement donnera à l'armée les dispositions et formations tactiques appropriées, et lui fournira les matériels qui lui sembleront les plus nécessaires pour qu'elle s'acquitte heureusement de sa haute mission et pour qu'elle arrache, de haute lutte, à l'ennemi, la palme de la victoire.

Mais cela, c'est encore la théorie, car, en réalité, comme disait Figaro, on est toujours le fils de quelqu'un, c'est-à-dire qu'à moins d'un désarmement radical, comme celui qui fut imposé à l'Allemagne, par le régime de Versailles, toutes les armées du monde se trouvent toujours encombrées de matériels désuets qu'il est impossible d'envoyer purement et simplement à la fonte, et de routines poussiéreuses auxquelles on attache parfois impudemment le beau nom de tradition. La doctrine ne saurait donc faire table rase du passé. D'autant plus qu'à côté de batteries de canons à tir lent et des stocks d'obus chargés à poudre noire, à côté des théories plus surannées encore et des illusions qu'engendrent la paresse et la vanité, se trouvent, un peu en vrac, il est vrai, les véritables principes de la guerre, tels que les ont appliqués et parfois formulés les grands soldats : ceux de Frédéric, de Napoléon, de Jomini, de Clausewitz, de Robert E. Lee, de Moltke l'aîné, de Schlieffen et du maréchal Foch.

Reste à voir ce qui constituait, au moment de l'échéance, la doctrine de guerre du haut commandement français.

A lire la grande majorité des ouvrages militaires parus en librairie entre 1919 et 1939, et plus encore à la lecture des règlements publiés, durant la même période, par le ministère de la rue Saint-Dominique, on demeure frappé de la grandeur du travail accompli mais aussi quelque peu de l'esprit de conservatisme qui régnait dans les hautes sphères de l'Etat-major français. Notons en premier lieu l'importance numérique de cette bibliographie. Elle nous prouve de toute évidence que les officiers français, dès le temps de paix, se sont efforcés

de « penser la guerre », les uns la plume à la main, et que ces ouvrages trouvaient la plus large audience chez les autres. Le succès des livres publiés par les Lavauzelle, les Berger-Levrault, ou dans la collection de mémoires et documents de la maison Payot, fournit de ce que nous avançons ici une démonstration pleine et entière, et cette activité de l'esprit contraste honorablement avec la paresse intellectuelle de l'époque du Second Empire où l'œuvre admirable du colonel Ardant du Picq tomba à plat et demeura inopérante.

Mais, somme toute, les conclusions issues de ces innombrables études ne constituaient qu'une somme de connaissances historiques. Avec une exactitude de chartiste, avec un sens critique toujours en éveil et une méthode jamais en défaut, dans un esprit de sain réalisme, les Debeney, les Duffour, les Daille, les Lardemelle, les Kœltz, les Grasset, pour ne citer que les noms qui nous tombent sous la plume, nous ont donné l'analyse et la synthèse de la campagne de 1914-1918. Et la doctrine établie n'était valable que pour la dernière guerre. A cette tâche, les historiens militaires français de cette dernière période ont mis un courage héroïque, car il s'agissait de mettre en pleine lumière bien des épisodes douloureux, de ces cinq années de sacrifice. Mais ce faisant, on apportait le corrigé du passé et non pas une intuition de l'avenir ; que si le général Joffre, au lieu de prêter une oreille indulgente aux outrances du colonel de Grandmaison et de les intégrer dans son plan 17, eût appliqué dès l'origine les excellentes maximes qui se trouvent formulées dans cette ample collection d'études historiques, nul doute que les sanglantes défaites de Morhange, des Ardennes, de la Sambre eussent été évitées à l'armée française de 1914, que Kluck et Bülow ne se fussent jamais rejoints sur la rive Nord de l'Aisne, que la poursuite de la Marne eût reconduit les Allemands jusqu'à la frontière franco-belge. Mais il n'y avait rien de positif à attendre de l'application de la seule méthode historique.

Moins que quiconque, nous ne sommes disposé à jeter le discrédit sur l'utilité primordiale d'une pareille méthode, appliquée aux choses de la guerre. Mais il s'agit de fixer des limites d'application à cette discipline de l'esprit : l'histoire ne peut donner que ce qu'elle contient, c'est-à-dire la leçon du passé, et elle ne livre pas si volontiers ce précieux secret. Au prix d'un rude labeur, d'une méditation soutenue, d'un désintéressement intellectuel absolu, on lui arrachera les grands principes essentiels de la conduite de la guerre : Sûreté, surprise, liberté d'action, économie des forces, liaison des armes, convergence et continuité des efforts, et c'est tout de même infiniment davantage que ce système d'expédients dont parlait Moltke l'aîné, à propos de la stratégie. Mais ce faisant, on n'a encore rien fait pour s'assurer de la victoire, car il ne peut appartenir à la méthode historique de donner à ces grandes idées directrices, les multiples et diverses réalisations que comporte l'évolution continue de la technique humaine. C'est en cela que la guerre se rapproche des beaux-arts. De même que l'architecture, par exemple, elle comporte une partie fixe et une partie mobile qui doivent être fortement articulées ; le béton armé permet et impose d'autres réalisations que le marbre, la pierre de taille ou la charpente de chêne, mais le génie et la prévoyance de l'architecte produisent d'âge en âge des chefs-d'œuvre de beauté et de pérennité. Ainsi, il ne s'agit pas pour le chef d'armée de reproduire servilement les éblouissantes manœuvres de Leuthen, de Iéna, de Montmirail ou de Tannenberg, à la façon des prétendus classiques de 1825 qui, sous les sarcasmes de Stendhal ou les huées des romantiques à gilet rouge, répétaient les situations et les formules de Corneille et de Racine, mais, ici, il faut comme ailleurs, donner à son époque l'œuvre adaptée à ses circonstances les plus caractéristiques ; les principes étant connus et respectés, réaliser l'anéantissement de l'ennemi par les moyens actuels de la technique, obtenir par le Stuka, le char blindé et la radiophonie ce que Frédéric et Napoléon

avaient obtenu par la combinaison de la manœuvre, du fusil à pierre et du canon de bronze.

C'est à ces principes éternels, mais à eux seulement qu'il faut appliquer la maxime de cet homme d'Etat castillan qui dénonçait comme utopie, tout ce qui n'est pas attesté dans l'histoire romaine. Autrement on tombe dans le scepticisme désolé de l'Ecclésiaste (chap. I, v. 9) : *Ce qui a été, c'est ce qui sera ; ce qui s'est fait, c'est ce qui se fera, et il n'y a rien de nouveau sous le soleil.*

Somme toute, l'effort de l'école officielle s'est épuisé à l'approximation la plus poussée possible des éléments permanents, de la partie fixe de l'art de la guerre. Revision nécessaire, après le grand drame de 1914-1918, car il s'agissait après l'ébranlement de cinquante-deux mois de campagne d'éprouver à nouveau les fondements de la doctrine. Ceci fait, la brillante pléiade d'historiens que nous avons nommés plus haut, s'est employée de tout son talent à prévenir les erreurs stratégiques et tactiques qui avaient coûté à l'armée de Joffre 350 000 tués en quatre mois. Souci légitime, car il y allait de l'avenir de la race. Et on lui doit cette justice qu'elle a réussi dans son propos, puisque les fautes de 1914 n'ont pas été reproduites, mais on avait quelque peu perdu de vue qu'il ne s'agissait pas de recommencer 1914, mais de préparer 1940, dans l'éventualité de circonstances absolument différentes.

Les historiens ne doivent pas être incriminés à cause de cette insuffisance ; ils avaient déposé leurs conclusions dans la cause qu'ils étaient chargés d'instruire, et ces conclusions étaient parfaitement valables. La responsabilité de cette carence incombe sans doute au haut-commandement, formé d'hommes qui avaient fait la guerre, qui en avaient parfaitement assimilé la leçon, mais qui avaient cru pouvoir arrêter l'horloge du destin au 11 novembre 1918, 11 heures du matin. A cet égard, dès qu'un peu de temps a passé, rien n'est plus fallacieux que l'expérience des gens « pratiques », peu attentifs à l'aspect scientifique du problème, ni aux circonstances



survenues depuis la grande époque qui les mit en vedette. N'oublions pas qu'au bout d'un quart de siècle l'expérience vécue de la guerre du généralissime désigné se réduit à ses souvenirs de commandant de bataillon ou de chef de bureau des opérations dans une division d'infanterie. C'est ce qu'exprime si justement l'amiral italien di Giambernardino qui nous fait penser, de manière invincible, à l'attitude intellectuelle du général Gamelin et de son Etat-major : *Ceux qu'on appelle les pratiques font également intervenir leur expérience personnelle du dernier conflit, où ils ont agi dans un secteur limité et au milieu de contingences, dont il n'est pas certain qu'elles doivent se reproduire, et font dériver de cette petite expérience toute conception plus vaste. Si le grade qu'ils ont atteint et les fonctions qui leur sont confiées leur permettent de s'imposer, ils immobilisent les idées sur des concepts dépassés et arrêtent toute impulsion vers le progrès, gaspillant ainsi les ressources nationales et multipliant les sacrifices inutiles*<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit la doctrine de guerre qui inspira les opérations de la campagne de France fournissaient un excellent corrigé de la grande guerre. Elle prescrivait l'élargissement en tout sens de la notion de la sûreté ; elle signalait le danger du combat de rencontre ; elle recherchait la centralisation du commandement s'exerçant par l'action massive de l'artillerie, conservée tout entière dans la main du chef. L'idée qui prédomine à tous les degrés, c'est celle de la « bataille conduite », de la manœuvre préconçue dont la puissance s'impose à l'adversaire et en vue de laquelle on visera à éviter les engagements prématurés du genre de ceux qui marquèrent, aux 3<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> C.A., la bataille de la Sambre, le 21 août 1914. Tout doit être, en effet, subordonné au développement systématique de la manœuvre d'ensemble. Nous n'avons rien à objecter en principe à ces conceptions qui sont justes dans leur généralité. Il est clair, toutefois, qu'à force de vouloir

<sup>1</sup> Amiral O. DI GIAMBERNARDINO : *L'art de la guerre sur mer*, p. 12. — Payot, Paris, 1939.

conduire la bataille de haut, on risquait d'amenuiser l'esprit d'initiative chez les commandants subordonnés. Il n'est pas certain qu'en proscrivant le combat de rencontre, au nom des tragiques exemples d'Ette, de Virton et de Rossignol, on n'ait pas renoncé d'emblée à revendiquer à son profit tout le bénéfice de la surprise ; « on s'engage et on voit » disait Napoléon, et l'arme motorisée a donné à cette maxime centenaire des possibilités d'application inconnues à l'époque d'Arcole et de Marengo. Il en va de même, nous semble-t-il, quant aux principes touchant l'emploi de l'artillerie ; rien de plus juste, assurément, que ce souci de ne pas éparpiller ses feux au gré d'un commandant de bataille ou de régiment, lequel aux prises avec l'ennemi aura toujours la tendance de voir gros, mais enfin plus les canons seront longtemps tenus en laisse, plus à de courtes périodes d'activité succéderont de longues périodes de silence.

Quoi qu'il en soit, si l'on descend du domaine de la doctrine à celui de la pratique, il est clair que les conceptions énoncées ci-dessus auraient dû postuler le développement systématique des moyens de transmission et surtout l'emploi généralisé de la radiophonie ; pareillement la motorisation, poussée le plus loin possible, de l'artillerie eût constitué le meilleur moyen pour résoudre la difficulté que nous signalions plus haut quant à son emploi. Or nul n'ignore qu'aucune de ces conditions ne se trouvait réalisée le 2 septembre 1939.

Enfin la méthode mise en œuvre par l'adversaire a renversé au premier choc la doctrine élaborée par le haut-commandement français. L'application des principes préconisés par *l'instruction sur l'emploi tactique des grandes unités* s'est révélée dès l'abord impraticable en raison de la tragique infériorité alliée en moyens aériens et cuirassés. D'une part la supériorité des Allemands dans les airs a produit comme conséquence l'émiettement, sinon même la neutralisation du commandement, cependant qu'elle proscrivait l'emploi des ondes pour la transmission des ordres clairs, et compromettait

l'emploi systématique des réserves que recommandait le règlement. D'autre part, quelques jours après le début de l'offensive du 10 mai, on a dû renoncer à l'action d'ensemble des artilleries divisionnaires pour les disperser par batteries, par sections, voire même par pièces isolées pour lutter contre la ruée blindée. La virtuosité des grands artilleurs de Polytechnique maniant avec dextérité des faisceaux de trajectoires, s'est trouvée mise en défaut dès l'abord, par un effet imprévu, sinon absolument imprévisible, du principe essentiel de la liaison des armes. Et ainsi, dès les premières levées, l'atout aérien et l'atout blindé coupèrent les cartes maîtresses sur lesquelles comptait le général Gamelin pour assurer sa partie.

Selon la doctrine en vigueur en France au moment de la guerre, le front maximum que l'on pouvait confier à une division d'infanterie, ne devait pas excéder quelque 2,5 km., dans le cas de l'offensive, ni 6 ou 7 km. dans celui de la défensive, sauf le cas où elle aurait la bonne fortune de se battre derrière un obstacle absolu. Ces limites tenaient compte raisonnablement de ce que l'on était en droit d'attendre des moyens de feu appartenant en propre à l'unité, soit 36 canons de 7,5 cm. et 24 canons courts de 15,5 cm., ou mis à sa disposition par le corps d'armée. Là non plus notre intention n'est pas, *a priori*, de nous inscrire en faux contre cette conception qui découlait de l'expérience de la dernière guerre ; toutefois deux remarques s'imposent immédiatement à l'esprit non-prévenu.

La première : que les moyens humains, animaux et matériels mis à la disposition du commandement par l'organisation militaire que s'était donnée la III<sup>e</sup> République, ne correspondaient qu'assez vaguement aux impératifs posés par la doctrine de l'Etat-major. Qu'au premier choc, un certain nombre de divisions se trouvassent anéanties ou simplement subissent de fortes pertes — éventualité qu'il était imprudent de bannir des prévisions — et ce n'est pas avec le reste que l'on pourrait faire tenir chaque tranche de terrain

de 6 à 7 km. par une division d'infanterie. En fait, le 5 juin 1940, 24 divisions ayant disparu dans la mêlée des Flandres, le général Weygand ne disposait plus que de 43 grandes unités d'infanterie, pour défendre les 260 km. de terrain mollement accidenté qui s'étendent de Longuyon à la Manche, ce qui, compte tenu des réserves dont le généralissime français ne pouvait se démunir, à moins d'abdiquer le commandement, donnait un front moyen de 12 km. par division.

La seconde : que rien n'est plus relatif que cette notion de l'obstacle absolu. Toute l'expérience de la dernière guerre et celle de la guerre d'Espagne avaient montré que les défaites naissent d'ordinaire de l'appréciation optimiste que fait le défenseur de l'obstacle qui le protège : le Kolovrat pour les Italiens, le Dobropolyé pour les Bulgares, la Piave pour les Autrichiens, l'Ebre, tour à tour, pour les républicains espagnols et pour les nationalistes. Et l'on n'aurait jamais dû oublier non plus que la valeur de l'obstacle est une fonction du progrès de la technique, qu'un obstacle absolu pour les pontonniers aux tabliers de cuir blanc du brave général Eblé, ne l'est plus pour une armée moderne disposant de canots pneumatiques, de hors-bord blindés et armés d'une mitrailleuse, masquant le passage par des émissions de fumée, neutralisant les sources de feu de la rive opposée à coup de bombes d'avion, ou établissant une première tête de pont à l'aide de détachements parachutés. Le 13 mai 1940, le général Corap, avec sa 9<sup>e</sup> armée à l'effectif de 5 divisions, dont 2 de réserve de type B, avait la responsabilité du front de la Meuse qui, sur 90 km., s'étend entre le Sud-Est de Mézières et le rayon de la place de Namur <sup>1</sup>. On lui avait donc tenu un compte plus que généreux de l'obstacle « absolu » constitué par le fleuve. En réalité des moyens aussi limités ne correspondaient nullement à sa mission, mais où eût-on trouvé les cinq ou six divi-

<sup>1</sup> HENRY BIDOU : *La bataille de France*, p. 81. — Genève, Editions du milieu du monde, 1941.

sions nécessaires pour donner à son dispositif toute la cohésion souhaitable ? Une fois de plus, on constate ici l'effet fatal de la contradiction signalée plus haut entre les postulats impératifs de la défense nationale et les convenances démagogiques du régime.

Quant aux armes blindées et motorisées, les conceptions françaises en étaient demeurées, *grosso modo*, aux idées qui avaient cours durant l'été 1918. Toutefois, des observations rapportées d'Espagne, de même que des expériences pratiquées sur les polygones, on avait cru pouvoir conclure que le canon anti-char constituait pour les engins blindés une parade aussi meurtrière que la mitrailleuse pour les vagues de tirailleurs à un pas, de la dernière guerre. L'attaque de but en blanc de grandes formations chenillées apparaissant comme impraticable, l'on n'avait donc aucun intérêt à endivisionner les bataillons de chars moyens et lourds, puisque l'autonomie tactique était refusée à ces engins. D'après la même conception, il était parfaitement inutile de pourvoir ces machines de combat, de moteurs à grande puissance. Appelés à combattre dans le cadre de l'infanterie, à raison d'un ou deux bataillons par division, à l'accompagner dans sa progression à l'allure du barrage d'artillerie, à lui ouvrir la voie dans son action de force, en liquidant à son profit les incidents du champ de bataille dépassant les moyens du fantassin, point n'était besoin de lui imposer une vitesse dépassant 20 à 25 km. à l'heure ; l'épaisseur et la qualité du blindage méritaient plus d'attention que la vitesse. Comme on voit, on en était resté somme toute, à l'« artillerie d'assaut » du général Estienne, mais on peut penser que le père des chars français, s'il eût survécu, ne fut pas demeuré aussi invariablement attaché à sa conception originelle.

Quant aux effectifs, l'arme blindée française comptait au mois de septembre 1939, 46 bataillons de chars légers et lourds, les premiers à raison de 45 chars par bataillon, les seconds à raison de 30, soit, en tout et pour tout, quelque

1600 chars <sup>1</sup>, soit encore un peu moins du double des forces chenillées dont disposait le maréchal Foch, le 1<sup>er</sup> août 1918 <sup>2</sup>. Encore une fois manque de prévision, mais encore et ce qui engage les responsabilités du haut-commandement français de 1939, dans le cadre étriqué de ces prévisions, manque de matériel.

L'Etat-major français semble s'être fait une idée trop avantageuse des possibilités de la défense antichar contre l'attaque des engins blindés. Effectivement sur les champs de bataille de Castille et de l'Aragon, les entreprises des chars avaient abouti le plus souvent, bien qu'après quelques remous, à la destruction du matériel et à l'incinération de leurs malheureux équipages. Mais il ne s'agissait, en l'espèce, que d'engins de type léger, fussent-ils allemands, russes ou italiens, engagés par petits paquets de quelques sections et de quelques compagnies <sup>3</sup>. Aussi bien, dès 1938, quand on vit sortir des usines du maréchal Gœring le type moyen de 16 tonnes, quand, d'autre part, les divisions blindées commencèrent à proliférer outre-Rhin, il semble que l'on aurait été prudent en reprenant tout le problème à sa base, d'autant plus qu'on ne possédait pas, comme nous le verrons, le matériel anti-tank adéquat.

Que si, à la manière du général autrichien Eilmannsberger pour la bataille du 8 août 1918 <sup>4</sup>, on s'était mis en face de l'une quelconque des situations de fin de combat ou de fin de mouvement, telles qu'elles se répétèrent quasiment tous les soirs entre le 24 août et le 10 septembre 1914, il eût été impossible de méconnaître le danger que peut présenter pour le dispositif mouvant d'une armée, lors des premières opéra-

<sup>1</sup> HENRY BIDOU : op. cit., p. 87.

<sup>2</sup> Général RENÉ TOURNÈS : *Histoire de la guerre mondiale*, t. IV ; *Foch et la victoire des alliés*, p. 194. — Payot, Paris, 1936.

<sup>3</sup> Le seul char allemand, armé de canon, que nous ayons vu en Espagne, lors de la percée sur Vinaroz, portait un canon de 2 cm.

<sup>4</sup> Général EILMANNSBERGER : *La guerre des chars*. — Berger-Levrault, Paris, 1936.

tions d'une campagne, l'irruption massive des blindés employés par divisions. Une telle méthode eût vivifié ce que l'histoire militaire peut comporter d'un peu stérile. Songeons à ce propos à la situation aventurée de l'armée Lanrezac, que le décrochement du corps expéditionnaire britannique et la contre-attaque de Guise exposèrent pendant plus de 18 heures, entre le 31 août à midi et l'aube du 1<sup>er</sup> septembre, aux entreprises possibles du corps de cavalerie Richthofen contre sa ligne de retraite <sup>1</sup> ; songeons à la brèche de 25 km. de facile plaine champenoise qui s'ouvrit le 6 septembre suivant entre la droite de la faible armée Foch et la gauche de Langle de Cary, et que le 21<sup>e</sup> C.A. français n'aveugla que dans l'après-midi du 9 septembre <sup>2</sup> ; songeons à la fissure de Révigny par laquelle les Allemands eussent pu se ruer au même moment, entre la droite du même Langle de Cary et la gauche de Sarrail <sup>3</sup> ; songeons enfin, comme le haut-commandement aurait dû y songer, car il lui dut le « miracle de la Marne », à cet espace de 50 km. que la volte face de Kluck confia à la garde des deux corps de cavalerie Marwitz et Richthofen, épuisés et déjà entamés... <sup>4</sup>.

Seule l'absence, tant chez les Allemands que chez les Français, de l'arme blindée et motorisée explique que chacune de ces situations, choisies parmi d'autres, n'ait pas été sanctionnée par une catastrophe de l'ordre de celle du mois de juin 1940. Déjà déficiente en 1870, comme arme d'exploitation, la cavalerie, chez les deux adversaires, s'était montrée incapable de s'acquitter de sa mission. Les Allemands tirèrent de cette constatation établie par l'histoire, qu'il fallait la relever par des moyens plus puissants et plus robustes, et que la technique moderne permettait de combiner à cet effet le canon, la mitrailleuse, le blindage et le moteur ;

<sup>1</sup> Général DUFFOUR : *Histoire de la guerre mondiale*, t. I ; *Joffre et la guerre de mouvement*, p. 205. — Payot, Paris, 1937.

<sup>2</sup> Colonel GRASSET : *Les marais de Saint-Gond*. — Payot, Paris, 1934.

<sup>3</sup> Général DUFFOUR : *op. cit.*, p. 286.

<sup>4</sup> Colonel PUJENS : *Deux corps de cavalerie à la bataille de la Marne*. — Berger-Levrault, Paris, 1934.

on retrouvait ainsi le moyen de déjouer la manœuvre qui avait si bien réussi à Joffre, grâce à l'emploi rationnel des chemins de fer, et de renouveler, dans les circonstances du XX<sup>e</sup> siècle, les exploits des Murat et des Lassalle après Jéna, ou des Lieten après Waterloo, la mitrailleuse remplaçant la latte des cuirassiers et le sabre des hussards de la mort. Les Français, au contraire, laissaient ce problème en suspens, car, si même leurs bataillons de chars lents, opérant dans le cadre de l'infanterie, avaient réalisé la trouée, de quelle durée, de quelle profondeur et, partant, de quelle efficacité eût été l'exploitation stratégique du succès tactique, tant qu'on se limitait à 3 ou 4 divisions légères mécaniques, comportant 160 chars, 100 autoblindées et disposant à titre d'infanterie motorisée, d'une brigade de dragons portés à 12 escadrons ? Et nous ne mentionnerons ici que pour mémoire, en dépit du cran magnifique de leur personnel, les divisions de cavalerie, avec leurs 64 automitrailleuses et leur unique bataillon porté.

L'Etat-major français ne s'est donc engagé que timidement et tardivement sur l'autostrade de la motorisation, laquelle menait à la victoire. Il semble qu'il ait estimé que les divisions cuirassées constituaient, dans le tumulte et l'incertitude du champ de bataille, des organismes trop difficiles à conduire, encombrants et fragiles, et de fait son souci de la « bataille conduite » et sa conception compassée du commandement ne lui eussent pas facilité la tâche, s'il avait trouvé en temps utile son chemin de Damas. Tant il y a qu'il fallut attendre jusqu'à l'année 1938 pour que l'on envisageât la participation d'une brigade blindée aux manœuvres de septembre, mais nous ne savons pas si ce projet fut réalisé, vu les événements de Tchécoslovaquie. En mai 1940, le général Gamelin avait constitué 4 petites divisions cuirassées à 150 chars, au moyen de matériels qui n'avaient pas été prévus primitivement pour cet emploi. A la même époque, les Allemands en découplaient une bonne douzaine sinon plus entre le canal Albert et le coude de la Moselle. Ils se trouvaient déjà au stade du corps



d'armée rapide, voire même du détachement d'armée blindé et motorisé. Mais encore, faute de posséder une aviation de combat digne de ce nom, la riposte française, même si elle avait été adaptée aux énormes moyens adverses, eût bien difficilement, sous les bombes des *Stukas*, trouvé le moyen de développer sa puissance.

Ici nous atteignons le fond du drame ; ici les responsabilités des chefs de l'armée, sans être dérogées pour tout cela, se trouvent largement dépassées. Il s'agit, en effet, de l'aviation. L'autonomie dont le maréchal Gœring se servit pour faire de la *Luftwaffe* le principal levier de la victoire allemande, M. Pierre Cot, dès 1932, la mit à profit, au cours de ses longs et nombreux ministères, pour désorganiser le peu qui existait avant lui.

En vérité quand on parle de l'aviation française de 1940, il est difficile de parler d'une doctrine militaire étudiée et méditée, de matériels conçus et de personnels instruits à l'effet de s'acquitter des diverses missions déterminées par ces considérations théoriques et pratiques. La seule tâche à laquelle on l'ait entraînée semble avoir été la défense aérienne du territoire et des formations de l'armée de terre contre les entreprises de l'ennemi volant. Par contre, aucune liaison directe ne semble avoir été préalablement établie entre le bombardement et les opérations de l'armée, selon la tactique et la technique de l'aviation d'assaut, préconisée en Italie par le général Mecozzi et mise en œuvre avec un succès éclatant, tant en Ethiopie qu'en Espagne. Au reste qu'eût-on fait dans ce sens, avec les 580 appareils de chasse et les 96 bombardiers modernes, mis à la disposition du général Vuillemin par l'industrie aéronautique française renforcée par les fournitures américaines. Une vague application des théories périmées du général Douhet, réfutées dès 1935 par l'ingénieur-général Rougeron <sup>1</sup>, quelques centaines d'appareils commandés

<sup>1</sup> C. ROUGERON : *L'aviation de bombardement*. — Berger-Levrault, Paris, 1937.

aux bailleurs de fond des élections de 1936, et le chambarde-  
ment des cadres de l'Arme, tel fut le bilan de M. Pierre Cot,  
et nous allions oublier la création d'une école de parachutistes,  
dont on ne sait quelle a été l'influence sur le développement  
des événements.

Quant au corps des aviateurs français, comme l'a montré  
cette campagne de 45 jours, il s'est montré digne des grandes  
traditions de l'autre guerre. Les pertes le prouvent qui attei-  
gnent presque le tiers des effectifs engagés. Des centaines  
de purs héros sacrifièrent ainsi leur vie, pour sauver l'honneur  
de l'arme dans l'estime de leurs malheureux camarades de  
l'armée de terre. Néanmoins, à la déclaration de la guerre,  
les héros se trouvaient surtout dans des positions subalternes.

Il n'en reste pas moins vrai que le général Gamelin qui  
ne pouvait ignorer ce qui se passait dans la pièce à côté, n'en  
a jamais tiré le pronostic catastrophique ni les conclusions  
draconiennes qui eussent convenu. Il n'a jamais voulu prévoir  
que les rares escadrilles de bombardement dont il pourrait  
disposer ne lui seraient d'aucune utilité sur le champ de ba-  
taille, vu l'entraînement suranné qu'elles avaient suivi, ainsi  
qu'on le vit lors du passage de la Meuse, le 13 mai 1940<sup>1</sup>.  
Il n'a pas tenu compte qu'il n'y avait dans les formations  
aucun piqueur, à part ceux dont la prévoyance de l'amiral  
Darlan avait doté la flotte<sup>2</sup>. Il n'a pas réfléchi que l'énorme  
supériorité de l'aviation allemande allait compromettre gra-  
vement l'exercice du commandement à tous les échelons,  
élever à la puissance l'efficacité déjà remarquable en elle-  
même des divisions blindées ennemies, réduire l'artillerie  
française au silence, à la dispersion et à l'immobilité. Et  
comment ne pas voir que la *Luftwaffe*, maîtresse incontestée

<sup>1</sup> Sur l'attaque des ponts de la Meuse menée le 14.5.40, dans la région  
de Sedan, par le groupe de bombardement n° 6, avec 12 Leo 45, voir JEAN  
BARADEZ : *X... Aviateur*, éditions Sequana, Paris, pp. 52-53. Selon l'article  
anonyme paru dans *Signal*, n° 17, p. 30, sous le titre : *Le chef de corps ; un  
exemple de commandement allemand*, aucun pont ne fut touché.

<sup>2</sup> Escadrilles AB1 — AB2 — AB3 — AB4 de l'aviation maritime.

de l'air, allait enfin rendre impraticable le jeu des masses réservées, auquel Joffre avait dû le retournement de la Marne, et qui constituait le dernier atout de son successeur, puisque son infériorité numérique et matérielle le contraignait pour une longue période, à observer une attitude défensive ?

Un banal et médiocre accident de chemin de fer avait naguère fâcheusement retardé l'intervention de la 7<sup>e</sup> division d'infanterie française sur le champ de bataille de l'Ourcq ; on aurait pu se demander en temps utile quelle serait l'influence de pareils accidents, répétés par dizaines si ce n'est par centaines, tout le long des routes et des voies ferrées françaises, à la suite de l'intervention des *Junkers 87*, des *Heinkels 111* et des *Dorniers 215*, opérant posément dans le ciel bleu et se riant des tirs des batteries de D.C.A., dont le plus grand nombre étaient armées par des canons de 7,5 cm, prétendument aériens avec leur vitesse initiale de 570 m.-sec.

Et pareillement on aurait pu se demander à quoi rimait la sollicitude vouée à la constitution d'une nombreuse artillerie à grande puissance et à longue portée, alors qu'on ne se souciait pas de lui donner, à titre organique, les moyens d'observation aérienne seuls capables de conduire au but ses précieux projectiles, allant des 103 kg. du 22 cm. long, jusqu'aux 1400 kg. de l'obusier sur voie ferrée de 52 cm.

En vérité, si l'Etat-major de l'armée française s'est posé toutes ces questions qui ne ressortissent qu'au plus élémentaire bon sens, et sans doute encore quelques autres d'un maniement plus délicat, quel irrémédiable et fatal divorce s'était établi dans les bureaux de la rue Saint-Dominique entre la pensée et l'action ! A moins que, comme ailleurs et en d'autres circonstances, on ait noté de pessimisme et de défaitisme tous ceux qui se bornaient à faire fonctionner cette raison humaine que la Providence a généreusement distribuée à chaque être humain, non pas pour accomplir les miracles de la foi ou les œuvres du génie, mais pour résoudre honnêtement et modestement les diverses questions de sa vocation.

L'histoire est pleine d'armées qui montèrent un jour au combat avec une doctrine surannée ; elles n'ont pas toutes été battues à cause de cela. Tel fut le cas de l'armée française en 1914, mais alors le combat se déplaçait à la vitesse de quelques kilomètres par jour, et les chevaux du vainqueur succombaient de fatigue bien avant les fantassins du vaincu. Quand, le 24 août 1914, Joffre revisait la doctrine outrancière du *Service en campagne* du 2 décembre 1913, il y avait encore quelque chose à sauver, et l'événement vint couronner la fermeté et la robuste simplicité de son bon sens. En présence des forces motorisées et aériennes, les choses ne vont plus de même aujourd'hui. De deux choses l'une : ou bien l'on est prêt moralement, intellectuellement et matériellement, ou bien l'on est anéanti, mais il ne faut plus compter pouvoir aguerrir et adapter progressivement les troupes et les cadres aux conditions inexorables du combat moderne. Cette éducation doit être chose acquise avant que ne ronfle le premier moteur. A cet égard, on trouvera peu de documents militaires où la raison, la clarté de la conception et la fermeté du cœur se soient exprimées de façon plus frappante et plus accessible au cœur du simple soldat que dans la *note sur la conduite à tenir contre les unités blindées appuyées par l'aviation*, promulguée par le général Weygand, commandant en chef des armées françaises, le 24 mai 1940. Mais alors il était trop tard. Ni le bon sens ni l'ardeur héroïque qui avaient dicté cette instruction ne pouvaient compenser l'anéantissement à moitié consommé du Groupe d'armées du Nord, lequel préparait la bataille décisive du 5 juin 1940 et la conclusion finale de Rethondes.

\* \* \*

Et pourtant les meilleurs esprits ne manquèrent jamais en France qui eussent été capables de forger, en temps utile, les éléments de principe d'une doctrine militaire saine et prévoyante. Nous avons déjà mentionné le nom de l'ingénieur

général Camille Rougeron ; nous rappellerons ici cette prophétique synthèse de la guerre moderne que constituaient à tous égards, à part quelques détails inévitables, ses *enseignements aériens de la guerre d'Espagne*, parus au début de 1939 <sup>1</sup>, mais pendant que ce vigoureux esprit prédisait notamment à l'artillerie française le sort qui allait être le sien quinze mois plus tard, on préférait en haut lieu d'autres théories. Il est inutile, non plus, de présenter au lecteur de cette revue les œuvres du général Clément-Grandcourt dont la vigueur intellectuelle tirait sa substance de l'indomptable tradition calviniste, mais nous lui rappellerons la jeune pléiade d'écrivains aux vues aiguës qui entouraient, dans l'admirable page militaire de l'« Action française », le vieux gouverneur du Djebel-Druse. Citons sous cette rubrique les chroniques aériennes de M. José Le Boucher, les considérations sur l'arme blindée, sur la motorisation ou sur l'artillerie chenillée, signées \*\*\*, A.A.A. ou H. de Trézène.

Enfin, sans que nous nous permettions d'exprimer aucun jugement sur l'activité qui est devenue la sienne depuis la catastrophe de l'armée française, nous ne pouvons résister à l'envie de citer la maîtresse page du fameux livre du colonel de Gaulle, dans laquelle, dès 1934, celui-ci préconisait, avec quelques années d'avance, la constitution de six divisions blindées. Comme on verra, l'auteur mettait en évidence les formules techniques qui ont vaincu sur la Meuse, sur la Somme et sur l'Aisne, dans les rangs de l'armée allemande :

Six divisions de ligne, motorisées et chenillées tout entières, blindées en partie, constitueront l'armée propre à créer l'« événement ». Organisme auquel son front, sa profondeur, ses moyens de se couvrir et de se ravitailler permettront d'opérer par lui-même. L'une quelconque des six grandes unités sera, d'autre part, dotée de tout ce qu'il faut, en fait d'armes et de services, pour mener le combat de bout en bout, du moment que d'autres l'encadrent. On peut concevoir comme suit la composition de chaque division.

<sup>1</sup> Un volume chez Berger-Levrault, Paris, 1939.

Une brigade fortement blindée, roulant à travers champs aussi vite qu'un cheval au galop, armée de cent cinquante canons de moyen calibre, de quatre cents pièces plus petites, de six centaines de mitrailleuses, franchissant les fossés de trois mètres de large, gravissant les talus de trente pieds de haut, culbutant les arbres de quarante ans, renversant les murs épais de douze briques, écrasant tous réseaux, grilles ou palissades, voilà de quoi l'industrie peut doter aujourd'hui chaque division professionnelle. Cette brigade de deux régiments, l'un de chars lourds, l'autre de chars moyens, éclairée par un bataillon d'engins légers, très rapides, dotée d'un matériel perfectionné pour la liaison, l'observation, les travaux de campagne, constituera l'échelon capital de la grande unité.

Une brigade d'infanterie de deux régiments et un bataillon de chasseurs, armée de cinquante pièces d'accompagnement, d'autant de canons antichars, de six cents mitrailleuses lourdes et légères, pourvue d'un matériel spécial pour creuser vite tranchées et abris, équipée, en fait de vêtements, toiles peintes, treillages, artifices de manière à n'offrir aux vues, et par conséquent aux coups, que d'insaisissables objets, devra consacrer à mesure, par occupation, nettoyage et organisation du terrain, ce que la terrible mais passagère puissance des chars aura virtuellement réalisé.

L'ensemble des feux très mobiles mais, en somme, improvisés et à courte portée, que manœuvrent de concert les chars et l'infanterie de la division, il s'agit qu'il soit couvert, à toutes distances possibles, par un autre système de feux, celui-là beaucoup plus précis. C'est l'affaire de l'artillerie, disposant dans la division des diverses sortes de pièces qui sont couramment nécessaires pour la préparation des attaques, l'appui direct, la protection lointaine ou rapprochée, la neutralisation des batteries adverses. Deux régiments, l'un servant des canons lourds et courts, l'autre des pièces plus légères à tir tendu, formeront une forte brigade, complétée par un groupe de défense contre avions, et capable de lancer en un quart d'heure, jusqu'à dix kilomètres en avant du front de combat, cent mille kilos de projectiles.

La division, articulée de la sorte en trois brigades complémentaires, renforcée d'un bataillon du génie pour aménagement des passages et d'un bataillon de troupes de transmissions, disposera pour s'éclairer d'un groupe de reconnaissance. Celui-ci sera formé de chars réduits, mais très rapides, d'éléments portés à leur suite en vue de combattre à pied et de véhicules légers pour les liaisons à distance ; le tout apte à tâter l'ennemi, à tenir sommairement un front, à couvrir quelque temps un flanc, à chicaner lors d'une retraite.

Un groupe d'aviation d'observation, organique bien entendu, destiné non point à travailler par épisodes pour le compte d'anonymes, mais à renseigner constamment tel général bien connu, à accompagner au combat des camarades toujours les mêmes, à régler les tirs d'une artillerie familière, donnera des yeux à la grande unité <sup>1</sup>.

Mais quelle fortune fut réservée à tous ces bons esprits dont le souci patriotique inspirait les suggestions ? Les idées du colonel de Gaulle furent, au mois de mars 1937, développées avec beaucoup de talent, à la tribune de la Chambre. M. Edouard Daladier les repoussa dédaigneusement et l'assemblée lui donna raison. Mais, paradoxe extraordinaire, l'avocat parlementaire de l'arme cuirassée, qui avec l'extrême acuité de son intelligence vit toute la portée du problème, conduisit désormais son attitude, comme si les idées du colonel de Gaulle avaient reçu leur pleine réalisation, alors que son échec aurait dû le persuader de prêcher à ses collègues une attitude diplomatique de modestie et de recueillement. Partisan d'une intervention en Espagne, M. Paul Reynaud figura en septembre 1938, parmi les adversaires dissimulés du compromis de Munich et plaida l'intransigeance lors du conflit germano-polonais. Et pourtant lui, mieux que personne, comprenait toute la gravité de l'occasion perdue, et que les leçons du colonel français n'avaient pas été perdues pour tout le monde.

Et quant aux autres écrivains militaires qui n'avaient pas abdiqué leur libre jugement et qui ne cachaient pas leur juste angoisse patriotique, un décret-loi, promulgué à la fin de l'année 1938 par le ministre de la Défense nationale vint interdire aux officiers retraités de faire état de leur grade, qui en vertu de la loi française demeurait leur propriété, à côté du nom honorable dont ils signaient leurs articles. On prétendait par ces prescriptions d'une légalité contestable,

<sup>1</sup> Un volume chez Bernard Grasset, Paris, 1934.

Sauf erreur, l'essentiel de *Vers l'armée de métier* parut dans la « Revue hebdomadaire » en 1933.

défendre les secrets de l'Etat ; on ne visait à rien d'autre qu'à sauvegarder l'unité de cette doctrine, qui fit tant de mal à la France.

\* \* \*

Pour compléter ce chapitre, il conviendrait d'examiner encore avec quelques détails les principaux matériels dont disposait l'armée française en 1940, compte tenu des idées stratégiques et tactiques de l'Etat-major. Nous réservons cet examen pour notre prochaine chronique, mais on peut dire, d'ores et déjà, que si la doctrine était insuffisante, l'état des matériels existants n'eût pas permis de l'appliquer en temps utile.

Cap. ED. BAUER.

(A suivre.)

---